



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
Appui à la Gestion des Connaissances

RCH/AGC

Numéro 19 - Novembre 2004

Editorial

Forum mondial du développement durable

Le deuxième Forum Mondial du Développement Durable (FMDD) se tiendra à Paris les 12, 13 et 14 novembre prochains. Il rassemblera des responsables politiques et des chefs d'entreprise, des universitaires et des responsables d'associations et d'ONG.

Cette manifestation portera cette année sur « les périls mondiaux » dans leurs interrelations avec les échanges, les investissements et les populations, et avec pour champ principal d'observation : l'Europe et le monde.

Les différentes interventions se déclineront autour des thèmes et sous-thèmes suivants :

- Enjeux et défis du développement durable
 - . Défis démographiques et échanges
 - . Défis climatiques et choix d'investissements
 - . Enjeux de l'emploi et investissements
 - . ONG et stratégies de développement durable
- Europe : agir ou subir
 - . Enjeux de l'élargissement
 - . Europe et Etats-Unis
- Europe et relations internationales
 - . Europe et Nepad
 - . Europe et Asie
- Investissements et biens essentiels
 - . Agriculture et sécurité alimentaire
- Entreprises et démographie
 - . Déséquilibres démographiques Nord-Sud
 - . Entreprises et stratégies du développement durable
- Gouvernance et stratégies de développement durable
 - . Démocratie, droit des femmes et développement
 - . Gouvernance européenne, gouvernance Nord-Sud et régulations mondiales

Parallèlement trois ateliers seront organisés autour de la question « Comment atteindre les Objectifs du Millénaire ? » dans les domaines de la santé, l'énergie et l'eau.

Le Forum devrait se clôturer sur une série de recommandations visant à inciter les Etats, les organisations multilatérales et régionales, les entreprises et les associations, les experts et les citoyens, à réagir individuellement et collectivement pour prévenir, gérer et corriger ces « périls mondiaux ». SS

Dans ce numéro

L'EAU

Guide de l'eau 2004-2005

Ressources en eau douce : gestion des risques rencontrés par le secteur privé
Eau et développement

Agenda

LA TERRE

Agricultures du Sud, forêts tropicales, effet de serre

L'heure est à la transparence pour les revenus miniers, pétroliers et gaziers
Les Etats-Unis et la sécurité pétrolière mondiale

Agenda

LES HOMMES

Biens publics mondiaux et santé
La fuite des compétences en Afrique francophone

Que sont devenus les plus démunis depuis les années 80 ?

Agenda

LES ORGANISATIONS

Quel budget européen à l'horizon 2013 ?
Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes

La Banque mondiale, promotrice d'une relation privilégiée avec les ONG de base

Agenda

DROIT, REGULATION

L'aide publique au développement
Sources novatrices de financement du développement

Existe-t-il encore une place pour la coopération bilatérale ?

Agenda

GEOGRAPHIES

Afrique du Nord / Moyen-Orient : espace et conflits

Le yuan et la nouvelle alliance économique entre les Etats-Unis et la Chine

Niger 2004 – Risques internationaux

Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Guide de l'eau 2004-2005 - Editions Johanet, 2004 - 1050 p. - Cote U3.164

Ce guide est un outil de travail pour tous les professionnels de l'eau à l'échelle industrielle ou urbaine. Il décrit les missions et les attributions de tous les organismes ayant compétence dans le domaine de l'eau, du niveau international au niveau local en passant par l'échelon communautaire européen, national, régional, départemental et local. Il propose également une sélection des textes législatifs et réglementaires les plus récents. Véritable « qui est qui et qui fait quoi », il contient dans sa partie annuaire quelques 20.000 noms et adresses permettant de trouver rapidement et précisément les coordonnées complètes de n'importe quel responsable ou acteur, public ou privé, ayant compétence dans le domaine de l'eau.

➤ Le rapport web

Ressources en eau douce : gestion des risques rencontrés par le secteur privé - Morrison, J. ; Gleick, P.H. - PACIFIC INSTITUTE, 2004 - 12 p.

Les entreprises ne parviennent pas à se préparer aux graves risques économiques et politiques causés par la concurrence croissante pour l'eau douce, la menace de la contamination de l'eau et l'augmentation des coûts. Ces risques peuvent entraîner la fermeture d'usines, des ruptures des chaînes d'approvisionnement et l'opposition des populations à l'exercice des activités économiques locales. Telles sont les conclusions des recherches menées par le Pacific Institute. Les secteurs les plus en danger sont : la brasserie/l'embouteillage, le textile/habillement, la biotechnologie, la transformation agricole/le secteur alimentaire, la raffinerie, l'exploitation minière, l'électronique/la haute technologie, les produits forestiers, et la gestion/les services d'eaux. Le rapport recommande aux compagnies dix démarches à entreprendre pour réduire leur impact sur l'environnement, sur les communautés locales et les risques commerciaux. Ces démarches comprennent l'estimation de la quantité d'eau utilisée actuellement, la mise en place d'une politique de l'eau avec des buts spécifiques et des objectifs de performance, l'amélioration des efforts pour l'efficacité et la conservation de l'eau et l'engagement des fournisseurs, groupes communautaires et partenaires extérieurs dans un dialogue ouvert sur la question.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/575.pdf>

➤ L'article

Water and Development : Industry's Contribution - Eau et développement : contribution de l'industrie - UNEP - Industry and Environment, mars 2004, pp. 3-46

La 23ème session de l'Unep régissant le Forum ministériel sur l'environnement, qui s'est réunie en Corée en mars 2004, a inclus un examen de la politique de l'eau et la stratégie à mettre en œuvre. En avril 2004, la 12ème session de la Commission sur le développement durable a aussi été consacrée à l'eau et à l'assainissement. Dans le contexte de cet ordre du jour global, les articles de cette revue examinent les défis et les opportunités pour les industriels et le rôle des politiques dans ce secteur, la contribution de la technologie, le besoin de participation de la communauté civile. Sont également examinées des problématiques telles que les barrages, la situation en Afrique et l'impact du réchauffement global sur la gestion des risques.

➤ L'agenda

- *Eau et risque dans le contexte saharien – Université Ammar Telidjl, 19-23 novembre 2004, Laghouat, Algérie*
- *Colloque international sur les thèmes « Terre et Eau » - Université Badji Moktar – Annaba, Algérie*
- *1^{er} Forum mondial « Wash » sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, 23-26 novembre 2004, Dakar, Sénégal*
- *7^{me} Forum asiatique sur les pêcheries, 30 novembre-4 décembre 2004, Penang, Malaisie*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Agricultures du Sud, forêts tropicales, effet de serre : de nouveaux défis pour la recherche agronomique – CIRAD, 2004 - 50 p. – Cote A2.099

Aujourd'hui, le changement climatique est devenu une réalité. L'amplitude du réchauffement reste cependant difficile à prévoir, et a fortiori l'ensemble de ses conséquences sur le climat, aux échelles planétaires comme locales. Différents scénarios sont aujourd'hui envisageables en raison des incertitudes sur les émissions futures de gaz à effet de serre, tributaires des politiques qui seront mises en œuvre. L'agriculture et la sylviculture, à travers l'émission de ces gaz ou, au contraire, le stockage du carbone, contribuent à l'effet de serre. Quels sont les termes de ce bilan ? Quelles sont les pratiques agricoles et sylvicoles à même de le modifier ? Quels sont les enjeux économiques et juridiques sous-jacents ? Dans le même temps, les changements climatiques vont perturber fortement le fonctionnement des écosystèmes tropicaux et donc modifier la production agricole des pays en développement. Pour préparer les agricultures du Sud à ces changements climatiques, mais aussi écologiques et sociaux, un effort particulier doit être mené pour concevoir des stratégies d'adaptation viables. Quels seront les principaux impacts du changement climatique sur les agrosystèmes du Sud ? Quels systèmes plus résilients promouvoir ? Cet ouvrage présente les principales orientations de recherche du Cirad dans ce domaine.

➤ Le rapport web

Time for Transparency, Coming Clean on Oil Mining and Gas Revenues - L'heure est à la transparence pour les revenus miniers, pétroliers et gaziers - Global Witness, 2004 - 92 p.

L'ONG britannique " Global Witness " a rendu public un rapport d'enquête sur la dilapidation des rentes tirées de leurs sous-sols dans cinq pays : le Congo-Brazzaville, l'Angola, la Guinée équatoriale ainsi que le Kazakhstan et le micro-Etat de Nauru, dans le Pacifique sud. Ce rapport dresse l'inventaire des pratiques de corruption. Il estime que la démarche volontaire, telle que prévue dans l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) du gouvernement britannique, ou par le G8, ne parvient pas à briser ce qui est considéré comme un "pacte de connivence" entre les compagnies étrangères et les pouvoirs locaux. Instruit par des mésaventures comme celle que BP a connue en 2001 en Angola, où la compagnie britannique a subi les foudres des autorités de Luanda pour avoir voulu rendre publique la rente pétrolière qu'elle leur versait, Global Witness réclame aujourd'hui " qu'il devienne obligatoire pour les sociétés de publier leurs versements aux Etats par la voie législative, la réglementation boursière et les normes comptables". L'ONG estime que "cela coûterait peu, protégerait la réputation des sociétés et créerait un environnement concurrentiel plus juste".

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/511.pdf>

➤ L'article

Les Etats-Unis et la sécurité pétrolière mondiale - Politique pétrolière américaine et production d'un bien collectif global - Noël, P. - CFE/IFRI, juillet 2004 - 21 p.

La dimension internationale de la politique pétrolière des Etats-Unis n'échappe à personne, mais la nature de cette politique, ses principes, objectifs et instruments, et surtout ses implications pour les autres pays, sont paradoxalement peu étudiés et donc mal connus. L'économie américaine n'est pas plus exposée que les autres grandes économies au risque de sécurité pétrolière. En revanche, les Etats-Unis mettent en œuvre des politiques de prévention et d'assurance dont ils assument l'essentiel des coûts et dont les bénéfices sont largement partagés par tous les consommateurs mondiaux. Loin d'être prédatrice, la politique américaine de sécurité pétrolière consiste à investir massivement dans la production d'un bien public global.

➤ L'agenda

- *Forum mondial sur le développement durable et le changement climatique – OCDE, 11-12 novembre 2004, Paris, France*
- *Forum mondial du développement durable – Sénat, 12-14 novembre 2004, Paris, France*
- *Séminaire international sur la production et la consommation durable – Nations unies, 15-16 novembre 2004, Monterrey, Mexique*
- *3^{ème} Congrès mondial de la nature – UIN, 17-25 novembre 2004, Bangkok, Thaïlande*
- *Energie éolienne européenne – EWEA, 22-25 novembre 2004, Londres, Royaume-Uni*
- *Pollutec 2004 – Salon international des technologies et des services de l'environnement, 30 novembre-3 décembre 2004, Lyon, France*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Global Public Goods for Health : Health, Economic and Public Health Perspectives - Biens publics mondiaux et santé - Oxford University Press, 2003 - 286 p. – Cote H1.281

Cet ouvrage part du constat que les questions de santé dépassent les frontières et que les politiques et les modes de financement doivent s'adapter à cette nouvelle réalité. La santé est devenue une préoccupation au niveau international et cet intérêt croissant a permis l'introduction de la notion de Bien public mondial appliqué à la santé. Or, si ces " biens " relèvent de l'intérêt général, certaines de leurs caractéristiques révèlent une incapacité à produire ces biens. L'ouvrage s'intéresse au phénomène de mondialisation de la santé dans la seule perspective économique des biens publics. Ce concept permet d'identifier les situations où un bien ou un service d'intérêt public ne sera pas produit ou répandu s'il est laissé aux mains du marché par manque d'incitation : personne ne peut être privé de l'accès au bien, aucune charge ne peut être perçue pour son utilisation et aucun coût ne peut être recouvert. Au plan national, la production de ces biens est assurée grâce à l'intervention de l'Etat, mais au niveau mondial il n'existe pas de gouvernement mondial pour assumer ce rôle. Le concept de bien public mondial étend de ce fait l'analyse économique au niveau international.

➤ Le rapport web

La fuite des compétences en Afrique francophone - UNESCO - 2004 – 35 p.

Ce rapport part du constat d'un double paradoxe : d'une part les pays en développement, avec des ressources de plus en plus réduites, forment des cadres qui vont aller travailler dans les pays développés, d'autre part les diplômés nationaux restés sur place sont confrontés au chômage alors que des projets, financés par des partenaires au développement, recrutent à grands frais des expatriés. Le rapport propose d'abord un état des lieux de cette situation (formation universitaire, formation post-universitaire, émigration). Le rapport passe ensuite en revue les problèmes que pose cet état de fait, en termes de pertes en capital humain, de pertes financières et économiques et aborde les questions politiques. La dernière partie propose un certain nombre de solutions : transformer la fuite des compétences en gain, promouvoir des centres d'excellence et autres types de réseaux, travailler au retour des compétences. Sont inventoriés les organismes travaillant sur le retour des compétences et les autres initiatives pour favoriser le retour.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/576.pdf>

➤ L'article

How Have the World's Poorest Fared since the Early 1980 ? – Que sont devenus les plus démunis depuis les années 80 ? The World Bank Research Observer, Volume 19, n° 2, automne 2004 - pp. 141-170

Cet article propose une nouvelle évaluation des progrès accomplis par le monde en matière de lutte contre la pauvreté. Selon le standard de 1 dollar par jour, il y avait 1,1 milliard de pauvres en 2001 - soit presque 400 millions de moins que vingt ans plus tôt. Au cours de cette période le nombre de pauvres a décliné de plus de 400 millions en Chine, quoique la moitié de ce retrait ait eu lieu au début des années 80 et que la proportion de pauvres en dehors de la Chine ait légèrement augmenté. Pendant le même temps, le nombre de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour a cru, si bien qu'on peut observer une explosion du nombre de personnes vivant avec entre 1 et 2 dollars par jour. L'Afrique subsaharienne est devenue la région où l'extrême pauvreté est la plus dense et la plus profonde. Si ces tendances se confirment, le taux agrégé de pauvreté de 1 dollar par jour de 1990 sera réduit de moitié d'ici 2015. Ce qui permettrait d'établir que les Objectifs du Millénaire sont atteints, bien que seules l'Asie de l'Est et du Sud soient concernées.

➤ L'agenda

- 53^{ème} Conférence annuelle de la Société américaine de la médecine tropicale et l'hygiène, 7-11 novembre 2004, Miami, Etats-Unis
- 8^{ème} Forum global pour la recherche médicale - « La recherche médicale : accomplir les objectifs du millénaire », 18-20 novembre 2004, Mexico, Mexique
- Forum sur les politiques éducatives - « L'enseignement supérieur privé en Afrique » - Association des universités africaines (UAU), Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), 2-3 novembre 2004, Accra, Ghana
- Lancement du rapport annuel de l'ONUSIDA - Le point sur l'épidémie de sida, 23 novembre 2004, New York, Etats-Unis

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Quel budget européen à l'horizon 2013 ? Moyens et politiques d'une Union élargie - Lefebvre, M. - IFRI, 2004 - Cote R1.042

Le 1er mai 2004, l'Union européenne s'est ouverte à 10 nouveaux États membres. Cet élargissement, sans précédent par son ampleur et ses conséquences, constitue pour le processus de construction européenne à la fois une chance et un défi. Il conduit l'Union à s'interroger sur son devenir et sur sa signification même : quel est désormais le projet commun qui anime les États membres et quels sont les moyens qu'ils sont décidés à mettre au service de ce projet ? Les moyens institutionnels ont fait l'objet d'une longue négociation qui a débouché sur l'adoption d'un traité constitutionnel. Une autre négociation essentielle s'engage désormais : celle qui porte sur les moyens financiers de l'Union européenne (les " perspectives financières 2007-2013 "). Cette étude analyse les enjeux de la négociation budgétaire, offre des réflexions nouvelles sur l'avenir des politiques communes et sur l'approfondissement politique de la construction européenne, et développe divers scénarios pour le budget européen à l'horizon 2013.

➤ Le rapport web

Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes Commissariat général du plan - Dietsch, M. - La Documentation française, 2004 – 176 p.

Au cours de la dernière décennie, la part des non-résidents dans le capital des sociétés françaises a augmenté de façon sensible, et ce phénomène a été observé dans la plupart des autres pays européens. Le marché européen est devenu l'espace de référence pour les entreprises françaises. En même temps, les grandes entreprises françaises ont fortement investi aux États-Unis et en Asie, en finançant de plus en plus leur expansion grâce à des capitaux provenant d'investisseurs étrangers, soit par échange d'actions, soit par émission d'obligations privées. Le groupe de travail "Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes" du Plan avait pour mandat de dresser un état des lieux de ces phénomènes, d'examiner dans quelle mesure la restructuration des sociétés s'opère sur des bases européennes et conduit à la constitution de groupes ayant un ancrage en Europe. Le groupe devait également évaluer les potentialités du pôle européen dans la mondialisation et identifier les obstacles à la consolidation de ce pôle.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/447.pdf>

➤ L'article

La Banque mondiale, promotrice d'une relation privilégiée avec les ONG de base - Extrait de thèse les ONG " acteurs-agis " des relations internationales Doucin, M., juin 2004 - 11 p.

Les relations de la Banque mondiale avec les ONG présentent deux spécificités contradictoires : d'une part le statut de banque induit que le pouvoir est directement lié au poids économique représenté par la capitalisation fournie par chaque membre, les États ; d'autre part la Banque s'est imposée récemment comme l'organisme coordonnateur de l'ensemble des politiques d'aide des donateurs au travers de Plans stratégiques de lutte contre la pauvreté que tous les pays pauvres ont progressivement adoptés. À ce titre, la Banque mondiale promeut les ONG comme acteurs et partenaires indispensables à la réussite de ces Plans. Celles-ci sont dès lors invitées à la table des négociations. Mais des tensions inhérentes à cette contradiction, qui entâchent les relations de la Banque avec les ONG, revêtent deux aspects : l'un formel avec de nombreux critères de sélection (crédibilité, représentativité, compétences et capacités institutionnelles...) et l'autre opérationnel, exprimant toutefois une vision très politique.

➤ L'agenda

- *Forum sur la réforme des systèmes de faillite en Asie – OCDE, Direction des Affaires financières et des Entreprises, 4-5 novembre 2004, Delhi, Inde*
- *UNIDO - Conférence sur le développement industriel, 9-11 novembre 2004, Vienne, Autriche*
- *La politique de concurrence, conférence à haut niveau – OCDE, Direction des Affaires financières et des Entreprises, 15-16 novembre 2004, Moscou, Fédération de Russie*
- *Réunion d'experts sur le financement du commerce et du développement dans le secteur des produits de base – CNUCED, 16-17 novembre 2004, Genève, Suisse*
- *Publication des Perspectives économiques de l'OCDE – 30 novembre 2004, Paris, France*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

L'aide publique au développement : un outil à réinventer – Olivier, G. - CHARLES LEOPOLD MAYER, 2004 - 177 p. – Cote R3.123

La mondialisation s'accélère et l'on constate aujourd'hui que les mécanismes économiques et financiers ont laissé sur la touche des populations entières. L'aide publique au développement ne semble pas, selon l'auteur, avoir rempli ses missions et n'a pas permis d'atténuer les déséquilibres Nord/Sud. En s'appuyant sur l'analyse approfondie des chiffres et de ce qui existe en matière d'aide publique au développement, l'auteur met en lumière l'insuffisance et l'inadaptation de l'aide publique au développement. Ce constat débouche sur une série de propositions : respect des droits élémentaires inscrits dans les chartes internationales - à la vie, aux soins, à l'éducation -, organisation de l'accès de tous à ces biens, construction d'une nouvelle solidarité internationale... Autant de nouvelles priorités pour l'aide publique au développement.

➤ Le rapport web

Sources novatrices de financement du développement – Atkinson, A. B. Université des Nations Unies (UNU), 2004 - 20 p.

Ce rapport résume les orientations générales de l'étude réalisée par l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'UNU, menée dans le cadre du projet sur les sources novatrices du financement du développement conjointement par l'Institut et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU. Ce résumé définit le cadre de l'analyse et contient une brève récapitulation des sept sources de financement proposées, soit : redevances mondiales au profit de l'environnement ; taxes sur les opérations de change ; création de nouveaux droits de tirages spéciaux ; facilité de financement international ; accroissement des dons privés au profit du développement ; loterie mondiale, émission d'une obligation à primes à l'échelon mondial et accroissement des envois de fonds par les émigrants. Le texte propose un éclairage nouveau et resitue les idées, pas nécessairement neuves, dans un cadre analytique commun fondé sur l'application de notions modernes d'économie publique.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/578.pdf>

➤ L'article

Existe-t-il encore une place pour la coopération bilatérale ? Réflexions à partir de l'expérience canadienne - Campbell, B. ; Hatcher, P. - Revue du Tiers Monde, n° 179, septembre 2004 - pp. 665-687

La multilatéralisation de la réflexion et des stratégies de développement proposées par les institutions de Bretton Woods comporte des implications politiques majeures pour les politiques d'aide. A partir de l'analyse du dispositif canadien, cet article fait ressortir le double risque d'une abdication de la capacité à déterminer la cohérence entre les objectifs et d'une abdication de la responsabilité politique en termes de stratégies de développement et de coopération. Dans un tel contexte, l'existence d'agences bilatérales "autonomes" telles que l'ACDI apparaît comme un moyen institutionnel précieux permettant de susciter des débats, des réflexions et des politiques qui ne pourraient venir d'aucune autre instance.

➤ L'agenda

- *Forum mondial sur les indicateurs clés : « Statistics, knowledge and policy » - OCDE, 10-13 novembre 2004, Palerme, Italie*
- *Forum mondial sur la gouvernance : lutter contre la corruption et promouvoir l'intégrité dans les marchés publics - OCDE, 29- 30 novembre 20054, Paris (Bercy), France*
- *Réunion des experts du GAFI-XVI sur les typologies du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, 6-8 décembre 2004, Moscou, Russie*
- *Forum des partenaires au développement : améliorer l'efficacité des donateurs dans la lutte contre la corruption, Comité d'aide au développement – Transparency International, 9-10 décembre 2004, Paris (Bercy), France*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Afrique du Nord - Moyen-Orient : espace et conflits – Leveau, R. - La Documentation Française, 2004 - 200 p. – Cote ZAN.017

En dépit de la passation de pouvoir du 28 juin 2004, l'intervention que les Etats-Unis mènent dans un Irak conquis mais non pacifié continue à dominer le champ du Moyen-Orient et du Maghreb. Le projet américain se trouve confronté à une opposition irakienne et à la montée d'un islamisme radical que Washington avait sous-estimées. En outre, les contraintes de l'agenda électoral conduisent les Etats-Unis à adopter une approche plus réaliste et internationale de cet engagement. Au demeurant, la Turquie et surtout l'Iran limitent la capacité américaine à remodeler la région. Téhéran est de surcroît concerné par les évolutions que connaît un chiisme politique en recomposition, dans les pays voisins, plus particulièrement dans le sud irakien. La Syrie, dotée d'un régime épuisé, semble en revanche vulnérable. De son côté, affecté également par le terrorisme, le Maghreb continue à se marginaliser. La Tunisie pâtit d'un autoritarisme irrépensible, et le Maroc peine à mettre en œuvre une véritable ouverture politique en dépit de la modification du statut de la femme.

➤ Le rapport web

Le yuan et la nouvelle alliance économique entre les Etats-Unis et la Chine - Constantin, Ch. ; Deblock, Ch. – GRIC, 2004 - 38 p.

Exagère-t-on l'impact de la montée de la Chine ? Comment la politique de change de la Chine influence-t-elle ses rapports avec Washington ? Quelles stratégies la Chine adopte-t-elle pour répondre aux critiques internationales concernant sa politique de change ? Quels impacts réels ont les exportations chinoises dans la redistribution des investissements ? En 2003, la Chine a été la première destination de l'investissement direct étranger. La question n'est plus de savoir si la Chine aura ou non un rôle de premier plan à jouer sur la scène économique internationale, mais de savoir comment elle jouera ce rôle. Cette étude présente dans une première partie l'évolution et les grandes lignes actuelles de la politique de change de la Chine. La deuxième partie analyse les griefs émis à l'égard de la République populaire de Chine et de sa politique de change. La troisième partie examine enfin les raisons qui expliquent l'intransigeance de Pékin sur la question de la valeur du yuan et certaines des raisons qui ont forcé Washington à modérer ses critiques. Elle présente par ailleurs les mesures que la Chine a adoptées pour répondre aux critiques internationales sans avoir à changer sa politique de change.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/565.pdf>

➤ L'article

Niger 2004 - Risques Internationaux , n° 16, septembre 2004 - pp.11-15

La situation du Niger s'est nettement améliorée depuis le retour à la stabilité suite aux élections législatives et présidentielles de 1999, et les progrès accomplis depuis, tant sur le plan économique que politique, sont incontestables. Toutefois, l'année 2004 sera une année test sur plusieurs points déterminants pour l'avenir. En effet, l'avenir immédiat reste suspendu à quatre grands défis : la mise en place des nouveaux conseils municipaux ainsi que la conduite pacifique et transparente des prochaines élections générales ; l'apaisement du climat social et politique qui évolue au gré des alliances politiques et des " affaires " de corruption ; la poursuite de la croissance économique dans un climat de menace acridienne sur l'agriculture ; l'évolution de la situation sécuritaire dans le Nord du pays, région touristique qui se relève à peine de la rébellion des années 1990 et connaît aujourd'hui une réactivation de la rébellion touarègue.

➤ L'agenda

- *Africa – World Business Congress – Congrès sur les investissements en Afrique, 16-19 novembre 2004, Dakar, Sénégal*
- *Sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 20- 21 novembre 2004, Santiago, Chili*
- *5èmes journées partenariales tuniso-françaises - CFTCI, 25-27 novembre 2004, Tunis, Tunisie*
- *Séminaire Connaître et travailler avec les fonds arabes de financements arabo-musulmans – CFCE-Ubifrance, 29 novembre 2004, Paris, France*
- *Deuxième session des Rencontres Monde chinois - Ubifrance, 1^{er}-2 novembre 2004, Paris, France*
- *Séminaire Afrique de l'Ouest - CFCE-Ubifrance, 9 décembre 2004, Paris, France*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternelle* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Iaurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Véronique SAUVAT

Coordination :

Sylvie SCIANCALEPORE

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT